

Questions orales

Nous ne ferons certes rien qui soit contraire aux décisions des tribunaux.

J'aurai une réponse plus complète à donner au député dans quelques jours.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, j'ai une dernière question supplémentaire. Nous n'allons pas abandonner la partie.

Le jugement du tribunal disait également que le projet de mettre fin au service de traversiers entre l'île et le continent est inconstitutionnel. Pourtant, le gouvernement tente de faire adopter précipitamment le projet de loi C-110, soit la mesure habilitante qui met justement ce projet à exécution. Cela est non seulement irrégulier, mais également inconstitutionnel. Le ministre retirera-t-il immédiatement le projet de loi C-110?

• (1430)

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, encore une fois, cela fait partie du processus que nous devons examiner. Vous savez, à l'instar du député, que dans l'accord avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard que j'ai signé au nom du gouvernement fédéral, le gouvernement provincial garantissait qu'il prendrait toutes les mesures jugées nécessaires pour régler tout problème constitutionnel éventuel.

Le projet de loi C-110 a été examiné par un comité. Il ne vise pas un projet en particulier, mais il pourrait peut-être se révéler utile à l'avenir pour quelque projet que ce soit.

Cependant, le député peut être assuré que nous ne prendrons aucune mesure irréfléchie ou hâtive.

* * *

LA RUSSIE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Hier, le premier ministre ainsi que d'autres chefs de gouvernement ont réaffirmé leur engagement à l'égard du processus de démocratisation et de réforme du marché en Russie. Étant donné la détérioration rapide de la situation dans ce pays, le premier ministre pourrait-il nous dire si le Canada a, de concert avec les autres pays de l'Ouest, prévu un plan d'action ou un plan d'aide précis avant la rencontre entre le président Eltsine et le

président Clinton, à Vancouver, afin de montrer notre bonne foi aux Russes et leur faire savoir que nous les soutenons dans leur vif désir de réforme?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir posé une question aussi importante.

Vers la fin de la semaine dernière, j'ai eu, avec le chancelier Kohl, une longue conversation téléphonique sur ce que nous pourrions faire à ce sujet avec le président Clinton et avec d'autres chefs de gouvernement car, comme le député, j'estime qu'il est absolument nécessaire de maintenir les institutions démocratiques qui voient le jour en Russie et les réformes du marché qui sont essentielles à la survie de la démocratie dans ce pays.

Nous appuyons fermement les initiatives prises par le président Eltsine et lui avons fait part de notre appui à ce moment important de l'histoire de la Russie.

Si le sommet de Vancouver n'a pas lieu comme prévu, le Canada est prêt à envisager de nouvelles mesures constructives et imaginatives afin d'aider les Russes et le président de la Russie dans ses efforts et ses initiatives importantes pour faire de la Russie une société démocratique, axée sur le marché.

Je remercie le député du soutien qu'il manifestera, j'en suis sûr, au Parlement et au gouvernement du Canada lorsque, avec les membres du G-7 et les autres pays, nous ferons tout pour que ces réformes se concrétisent.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, lorsque le président Eltsine est venu à Ottawa le printemps dernier, le premier ministre a annoncé, au nom du gouvernement, un certain nombre de mesures en vue de faciliter et de soutenir les envois de céréales, les projets de sécurité nucléaire, l'aide humanitaire et la création d'un fonds d'études spécial.

Or, les envois de céréales vers la Russie sont suspendus depuis maintenant six ou sept mois, et le programme de sécurité nucléaire de 30 millions de dollars ainsi que les bourses Eltsine pour la démocratie, d'une valeur globale de 10 millions de dollars, n'en sont encore qu'à l'état de projet. L'aide humanitaire, elle, est en régression.

Je voudrais poser une question très sérieuse au premier ministre. Comment pouvons-nous prendre le premier ministre au sérieux alors que les engagements pris il y a presque un an n'ont toujours pas été honorés? Si le premier ministre est aussi déterminé qu'il vient de le dire, va-t-il débloquer les envois de céréales vers la